



La lettre d'AFRISTAT

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 33

JUILLET 2005

SOMMAIRE

EDITORIAL 1

De la macroéconomie quantitative : « objectifs, stratégies et plans, prévisions, conjoncture, résultats et comptabilité nationale », par Christian Girier 2

Nouvelles d'AFRISTAT 3

Activités de la Direction générale 4

Activités internationales 8

Echos des instituts nationaux de statistique 9

Réunions, ateliers et séminaires 10

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 221 55 00
221 60 73
221 60 71
Fax (223) 221 11 40
E-mail
afristat@afristat.org
Site Internet
www.afristat.org

EDITORIAL

Comme promis, je reviens sur les résultats des travaux de la 11^{ème} réunion du Comité de direction et de la 14^{ème} session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT du mois d'avril 2005. Les décisions prises au cours de ces assises marqueront la vie et le fonctionnement d'AFRISTAT au cours des prochaines années. La plus importante d'entre elles réside dans l'adoption des axes stratégiques de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010, impulsion nouvelle donnée à l'évolution de l'Observatoire dans l'objectif de le rendre plus proche encore des préoccupations de ses Etats membres.

AFRISTAT va se doter d'un programme de travail pour la période 2006-2010. Au-delà des orientations fixées (Cf. Activités de la Direction générale – Réunions statutaires d'AFRISTAT), le Conseil des Ministres a souhaité qu'un accent particulier soit mis sur l'amélioration des systèmes d'information statistique pour le suivi de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté et les Objectifs du millénaire pour le développement dans les Etats membres. Le soutien apporté à AFRISTAT à l'occasion de l'adoption de ces orientations exprime, comme les ministres l'ont souligné, l'engagement qu'ils attachent au développement de la statistique et à l'importance de l'information statistique comme un outil irremplaçable qui donne plus de consistance et plus de réalisme aux actions des décideurs.

Ces orientations seront traduites en un programme de travail de moyen terme dont l'adoption, par le Comité de direction, sera proposée lors de sa 12^{ème} réunion prévue du 25 au 27 octobre 2005 à Bamako (Mali). Ce programme se voudra un outil de partenariat entre AFRISTAT et les Etats membres en matière de statistique et respectera les directives suivantes : (i) la nécessité de renforcer inéluctablement l'utilisation des données statistiques dans la prise de décision, (ii) le renforcement de la bonne gouvernance ainsi que les besoins de transparence et de gestion équitable dans le cadre de la décentralisation, (iii) la nécessité d'assurer le suivi et évaluation des objectifs des stratégies de réduction de la pauvreté et la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement, iv) la nécessité de construire des politiques d'intégration sous-régionale fondées sur des informations mesurables et comparables afin d'assurer plus de transparence et d'équité.

Dans le présent numéro de *La lettre d'AFRISTAT*, le lecteur se rendra compte de l'important volume des activités de l'Observatoire au cours des trois derniers mois. Nous vous livrons aussi un résumé des activités majeures des instituts nationaux de statistique de certains Etats membres. Consultez aussi leurs sites Internet !

Enfin, je vous invite à débattre du thème suivant : *De la macroéconomie quantitative : « objectifs, stratégies et plans, prévisions, conjoncture, résultats et comptabilité nationale »*. L'article que nous publions, loin d'être une prise de position immuable, trahit la fragilité des arguments du décideur (ou de son conseiller) devant certaines situations qui demandent plus de circonspection. Le choix des indicateurs de suivi - il en est partout question - n'est pas souvent aussi aisé qu'on ne le pense !

Martin BALEPA

Le Directeur Général d'AFRISTAT

De la macroéconomie quantitative : « objectifs, stratégies et plans, prévisions, conjoncture, résultats et comptabilité nationale » par Christian Girier, expert macroéconomiste

La Prévision étant un art difficile, « surtout s'agissant de l'avenir », il convient de partir sur ces chemins peu sûrs avec un bon assortiment de repères : des concepts et des principes clairs. « Prévision n'est pas prévision ! ». Il faudra distinguer la prévision à long terme, à moyen terme et à court terme, puis, ce qui paraît plus intuitif, faire la différence entre le résultat (connu a posteriori) qu'est la Comptabilité nationale et la Prévision, avant de tirer quelques enseignements de cette analyse.

Le travail technique du prévisionniste exige que l'on s'assure d'abord des résultats passés, puis qu'on aborde l'actualité, ensuite successivement le court terme, le moyen terme enfin le long terme. Pour autant, l'ordre dans lequel on appréhende l'évolution économique d'une période est exactement contraire : on envisage d'abord le long terme. Ainsi, en 2005, on peut projeter ce que sera l'état de l'économie en 2025 avec une optique de long terme ; ce n'est qu'en 2018 qu'on pourra envisager d'appréhender le devenir économique du pays en 2025 avec des techniques de moyen terme, en 2023, on l'abordera sous l'angle du court terme ; on l'étudiera du point de vue conjoncturel en 2025 et au début de 2026, enfin les résultats économiques provisoires, semi-définitifs et définitifs ne pourront être connus au mieux qu'en 2026, 2027 et 2028 respectivement.

Cette remarque n'est pas simplement une remarque de forme. En matière de prévision économique, un des pièges à éviter serait de s'appuyer sur les travaux préexistants concernant le long terme pour en déduire les résultats de court terme. Tout est toujours à rebâtir d'un exercice de prévision à l'autre sur la base des travaux récents et ceci dans l'ordre logique de construction des comptes : la structure de l'économie donnée par les comptes définitifs (année n-2 ou plus ancienne) détermine l'orientation des comptes provisoires de l'année n-1, elle engage les capacités de réaction de

l'économie aux événements du présent (conjoncture). Celle ci détermine les résultats de court terme attendus (année n et n+1), la conformité de la trajectoire probable avec la stratégie politique (du financement) de moyen terme et la probabilité d'atteindre (ou de dépasser) les objectifs de long terme.

Or, un des problèmes de nos pays, devant le peu de moyens techniques pour mener ces opérations et l'incertitude fondamentale qui les caractérise, est de considérer souvent que les objectifs de long terme déterminent les points de passage stratégiques du moyen terme, que ceux-ci impliquent des réalisations conformes dans le court terme, amènent à négliger les déterminants conjoncturels du présent, voire imposent les résultats du passé. On a tendance en d'autres termes à s'affranchir des contraintes structurelles du pays, qui ne sont que partiellement retracées dans la comptabilité nationale et, plus grave encore, à négliger comme peu sûres les indications de la conjoncture pour orienter la prévision en fonction seulement des stratégies de moyen terme, elles-mêmes conditionnées par les objectifs de long terme.

Les objectifs de long terme sont fixés en fonction des projections démographiques (natalité, mortalité, migrations) et des disponibilités des ressources (naturelles, environnement, etc.). On peut chercher sous ces contraintes à maximiser la croissance, à minimiser les conséquences écologiques, à éradiquer la pauvreté ou l'extinction du paupérisme (objectif déjà de l'avant-dernier siècle, le XIX^{ème}).

Les stratégies de moyen terme cherchent à faire progresser le pays dans la voie des réalisations de ces objectifs. Les contraintes principales à prendre en compte sont les potentialités sectorielles, les leviers de commande sont le financement de l'investissement et la levée des goulots d'étranglement de l'activité nationale. Pour le modèle macroéconomique associé au problème, la

variable essentielle sera l'investissement en tant que facteur de croissance, par le biais d'une fonction de production qu'elle s'exprime par exemple sous la forme simple d'une Cobb-Douglas, sous une forme plus élaborée (ou sous la forme simplifiée) de l'ICOR. La qualité de la dépense publique, sa cohérence et son efficacité sont au cœur du débat politique.

L'action de court terme consiste à naviguer pour maintenir le cap défini dans la stratégie en dépit des aléas conjoncturels. Elle ne peut pas se contenter de diviser le chemin à parcourir en autant d'étapes égales entre elles. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, au moins autant que partout ailleurs, certaines années sont difficiles, d'autres sont plus aisées. Ainsi, un pays sahélien dont 30% de la production intérieure brute est d'origine agricole et soumise aux aléas climatiques, avec une amplitude de +/-20 à 25% selon que la pluie a été satisfaisante ou médiocre ne peut avoir l'ambition d'une croissance régulière. De même, un pays dont 20% du revenu national est assuré par l'exportation d'un seul produit primaire (minier ou agro-industriel) dont le cours peut varier de +/- 40% en une année selon des critères qui lui sont à 100% étrangers ne pourra prétendre à la réalisation pas à pas des critères de sa stratégie. Pour nos pays, le développement n'est pas « un long fleuve tranquille », au mieux une « rivière sans retour » ou une « Délivrance ». Dans un modèle de court terme, l'investissement n'est plus l'accumulation d'un facteur de croissance, mais un élément de la demande au même titre que la consommation des ménages ou l'exportation. S'il a un contenu en importations supérieur à la consommation (comme c'est souvent le cas), une politique du taux de croissance à court terme pourrait consister à ralentir l'investissement à dépense globale inchangée. La qualité de la dépense publique passe au second rang devant la quantité de dé-

pense. Creuser des trous et les reboucher !!!!

En conséquence, il n'y a aucun déshonneur à ne pas réaliser annuellement l'exacte proportion de ses objectifs de moyen terme, comme il n'y a pas de gloire à tirer d'un taux de croissance qui serait plus élevé que la moyenne attendue ou, réciproquement, conditionner la poursuite d'un programme à moyen terme à des résultats annuels n'est ni sensé, ni raisonnable. Si l'objectif de moyen terme doit être une ardente obligation, la prévision annuelle ne peut-elle être que conditionnelle. Par exemple, pour un taux de change donné, une évolution du cours du café associée à des pluies importantes affecteront le taux de croissance et le taux d'inflation dans un certain sens. Dans ce contexte, le choix même du critère d'évaluation de la politique économique n'est pas évident. Punir un Etat qui n'a pas pu réaliser les objectifs de la surveillance multilatérale par exemple en matière d'inflation dans une situation où son économie a subi des chocs d'offre négatifs serait une aberration.

Il ne faut pas non plus ignorer les avertissements de l'analyse conjoncturelle, même s'ils viennent ébranler les certitudes du prévisionniste. Même si les indicateurs conjoncturels peuvent apparaître comme une photo floue de la réalité, ils donnent une image de la réalité plus fiable de la réalité que la théorie, surtout quand celle-ci se résume à quelques théorèmes appris par cœur à l'université. Quand les faits et la théorie semblent contradictoires, prétendre que les faits ont tort conduit à une impasse ; c'est bien entendu à la théorie de s'asseoir et de chercher à expliquer l'écart entre le tableau noir et le travail de terrain.

Enfin, et surtout, ne permettons pas qu'on oriente les travaux de comptabilité nationale vers la confirmation des prévisions antérieures, prévisions qui ne seraient elles-mêmes que les étapes de réalisation des objectifs. Au bout de cinq ans, on aura dans ces conditions respecté sur le papier tous les critères imposés, mais les pauvres réels eux seront toujours aussi nombreux (sur le papier une population fictive sera tirée de la

pauvreté par l'élasticité de la pauvreté à une croissance fictive) et nos pays arrêtés sur le sentier du développement.

En définitive, pour un suivi efficace des politiques et stratégies de moyen terme, il convient de :

- distinguer entre prévisions et résultats ;
- ne pas négliger les indications de la conjoncture ;
- établir les résultats de comptabilité nationale sans contrainte autre que technique
- ne pas prendre les résultats annuels pour des critères d'une politique de moyen terme (le sentier de croissance régulière est de tous le moins probable pour atteindre les objectifs) ;
- ne pas établir de prévisions de court terme avec des modèles de moyen terme et sans préciser les hypothèses qui en conditionnent la réalisation (faire des variantes) ;
- résister au fétichisme du taux de croissance à court terme, la seule croissance qui ait un sens étant celle de moyen terme si l'on est pressé, de long terme plus sûrement ;
- bien choisir les indicateurs permettant de mesurer l'efficacité des politiques et stratégies.

Nouvelles d'AFRISTAT

Arrivée

La Direction générale a le plaisir d'annoncer la prise de fonction à Bamako, depuis le 20 avril 2005, de M. Djoret Biaka Tedang en qualité d'expert macroéconomiste.

Ingénieur statisticien économiste de formation, M. Biaka Tedang occupait auparavant le poste de chef de la Division conjoncture et prévisions macroéconomiques à

l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) du Tchad.

Visites

◆ M. Robin D. Kibuka, conseiller au Département des statistiques du Fonds monétaire international, a été reçu à la Direction générale d'AFRISTAT le 20 avril 2005.

◆ M^{lle} Alice Rowley, expert du bureau d'études « The Evaluation Partnership Limited », accompagnée de M. Maky Samaké, consultant, a rendu visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 10 mai 2005.

◆ Une équipe du Millennium Challenge Account (MCA), conduite par Dr Carol Kramer-Le Blanc, expert en agriculture a effectué une visite de travail à la Direction générale d'AFRISTAT le 18 mai 2005. MCA est un organisme du gouvernement américain qui apporte une aide à 16 Etats en développement éligibles à l'Initiative PPTE. Au Mali, MCA compte aider le Gouvernement à aménager des zones dans l'Office

du Niger pour une exploitation et la commercialisation de la production agricole.

◆ M^{me} Françoise Genouille, Banque mondiale, a séjourné à Bamako du 27 au 30 juin pour faire le point sur les activités du programme de renforcement des capacités des Etats membres en matière de développement de bases de données (voir rubrique spécifique dans Activités de la Direction générale).

Stage

◆ Du 1^{er} avril au 30 juin 2005, la Direction générale d'AFRISTAT a accueilli M. Mory Kone dans le cadre du stage de fin de formation du programme de gestion

de la politique économique (GPE) de l'université d'Abidjan. M. Kone a travaillé sur le thème : *Prix et inflation.*

◆ Du 17 mai au 30 septembre 2005, la Direction générale d'AFRISTAT accueille M. Arouna Konate, dans le cadre du stage de fin de formation de DESS en

analyses statistiques appliquées au développement de l'ENSEA d'Abidjan. Son thème d'étude

est : *système d'information pour l'évaluation d'impact des politiques de développement écono-*

mique et social : synthèse théorique et éléments pratiques de mise en place.

Activités de la Direction générale

Réunions statutaires d'AFRISTAT

La quatorzième session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT s'est tenue le 6 avril 2005 à Cotonou (Bénin). Cette session a été précédée de la onzième réunion du Comité de direction d'AFRISTAT. Le Conseil a eu à examiner le rapport d'activités 2004 et les orientations stratégiques de travail pour la période 2006-2010 ainsi que les questions budgétaires et financières de la Direction générale d'AFRISTAT.

Le Conseil a exprimé sa satisfaction pour les activités menées au cours de l'année 2004 et a encouragé la Direction générale à poursuivre ses efforts pour la bonne exécution des missions d'AFRISTAT en dépit des difficultés rencontrées.

S'agissant des orientations de travail de la Direction générale pour la période 2006-2010, le Conseil a relevé une parfaite convergence de vues sur le rôle indispensable de la statistique comme outil de gestion du développement. Il reconnaît l'importance et la pertinence d'AFRISTAT dans son statut de pôle de compétences pour le développement de la statistique dans les Etats membres.

A cet effet, le Conseil a instruit la Direction générale d'AFRISTAT

d'élaborer son programme d'action 2006-2010 conformément aux axes stratégiques ci-après : (i) soutenir chaque Etat membre dans l'organisation de son système statistique national et dans le domaine de la formation des ressources humaines ; (ii) appuyer les Etats à développer des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre, et le suivi et évaluation de leurs stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que pour la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement ; (iii) apporter un appui à la collecte, au traitement et à l'analyse des statistiques de base et à l'élaboration des indicateurs socio-économiques, notamment pour satisfaire les besoins de l'intégration sous-régionale ; (iv) contribuer à développer les bases de données statistiques dans les Etats et à améliorer la diffusion de ces données ; (v) développer des méthodologies adaptées aux conditions nationales et aux besoins des services statistiques nationaux.

Au titre de la reconstitution des ressources financières du deuxième Fonds AFRISTAT pour la période 2006-2015, le Conseil a instamment invité les Etats membres à s'acquitter de la totalité de

leurs contributions au cours de l'année 2005. Il a également lancé un appel aux partenaires techniques et financiers pour apporter leur assistance à AFRISTAT sous forme matérielle ou en ressources humaines ou sous forme de subvention financière.

Le Conseil a amendé le statut du personnel de la Direction générale afin de doter AFRISTAT des ressources humaines qui lui permettent de répondre avec compétence aux besoins des Etats membres et des institutions sous-régionales d'intégration économique.

Enfin, le Conseil a été sensibilisé sur la nécessité de renforcer les compétences techniques nationales en matière statistique. Il a pris acte de l'appel de Cotonou adopté le 5 avril 2005 par le Comité de direction d'AFRISTAT en faveur de la prise en charge par les gouvernements de la formation des statisticiens nationaux.

L'intégralité des relevés de conclusions du Comité de direction et du Conseil des Ministres d'AFRISTAT, l'appel de Cotonou, le Communiqué de presse ainsi que les orientations stratégiques de travail pour la période 2006-2010 de la Direction générale sont disponibles sur le site www.afristat.org.

Préparation du Programme stratégique de travail de la Direction générale d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 (PSTA)

Conformément aux axes stratégiques adoptés par le Conseil des Ministres, la Direction générale a entamé la préparation de son programme stratégique de travail pour la période 2006-2010 (PSTA). Pour ce faire, elle sera

assistée par un groupe de travail mis en place par le Comité de direction. Ce comité comprend les représentants de l'Office national de statistique de Mauritanie, de l'Institut national de la statistique du Cameroun, de l'Ecole nationale

de statistique et d'économie appliquée de Côte d'Ivoire et de deux membres cooptés du Comité de direction. Il tiendra sa première réunion à Bamako, en août 2005 pour examiner l'avant projet du PSTA.

Conjoncture et prévision à court terme

◆ Il s'est tenu du 10 au 13 avril 2004 à Libreville (Gabon) un séminaire sur la conjoncture économique au premier semestre 2005 et les prévisions à court terme dans les Etats membres de la CEMAC. Ce séminaire a permis aux participants d'échanger des informations pertinentes sur la

conjoncture économique nationale et régionale et des prévisions à court terme. Des recommandations pertinentes ont été formulées, notamment la recherche, par AFRISTAT et le Secrétariat de la CEMAC, d'un nouveau financement afin de poursuivre l'organisation de tels séminaires.

Le relevé de conclusions de cette rencontre est disponible sur le site www.afristat.org.

◆ La Direction générale d'AFRISTAT a reçu, du 18 au 22 mai 2005, des délégations provenant des instituts nationaux de statistique du Cameroun, du Mali et de Mauritanie dans le cadre

d'un travail spécifique consacré à la finalisation des bulletins et des

notes de conjoncture de ces Etats.

Mise en œuvre du Programme de comparaison internationale Afrique (PCI-Afrique)

Du 9 au 14 mai 2005, une délégation d'AFRISTAT a pris part aux travaux de la réunion du Comité PCI-Afrique sur le contrôle de qualité des données à Hammamet (Tunisie) et aux discussions sur l'organisation des activités du PCI-Afrique.

La mission s'est déroulée en deux phases : dans un premier temps, la réunion sur le contrôle de qualité (9 au 11 mai à Hammamet) a concerné tous les membres de la

délégation. Dans un second temps, l'organisation administrative et technique du programme (Budget, programme des séminaires, programme des missions, etc.) a été discutée avec les experts de la Banque africaine de développement (BAD) (12 au 14 mai à Tunis).

La principale recommandation s'est traduite par le déclenchement de missions d'appui technique dans le but d'aider les pays à

lancer la collecte dans de bonnes conditions de façon à rendre éligibles le maximum d'entre eux à la comparaison mondiale.

Dans ce cadre, des missions d'AFRISTAT ont été réalisées au Cap Vert (6 au 11 juin), au Comores (27 mai au 3 juin), au Congo (13 au 18 juin), en Guinée (6 au 11 juin), au Mali (23 au 27 mai) et en Mauritanie (6 au 11 juin).

Séminaire sous-régional sur « interactions entre économie et éducation : contraintes et dynamiques pour les stratégies sectorielles éducatives »

Ce séminaire, co-organisé par AFRISTAT et le Pôle de Dakar (financé par le Bureau régional pour l'éducation en Afrique de l'UNESCO et le ministère français des affaires étrangères) s'est tenu à Bamako du 11 au 15 avril 2005. Deux principaux objectifs figuraient à l'ordre du jour : (i) favoriser l'appropriation des outils de projection et de planification par les cadres des ministères représentés (éducation et finances) ;

(ii) associer les statisticiens et les chercheurs à travers AFRISTAT et DIAL pour identifier les pistes permettant de démontrer que les ressources mobilisées pour le secteur éducatif servent également les investissements dans les autres secteurs, qu'ils soient sociaux ou économiques. Ainsi, les participants ont pu travailler sur les résultats empiriques quantifiant les impacts externes de l'éducation, notamment ceux fournis par les

résultats des enquêtes 1-2-3 auprès des ménages des capitales de l'UEMOA.

Il est prévu que les pistes de collaboration entre AFRISTAT et le Pôle de Dakar se confirment dans les mois qui viennent, notamment concernant le renforcement des capacités nationales en matière d'indicateurs sectoriels de l'éducation en collaboration avec les INS.

Mise en œuvre du programme de suivi régional des DSRP et des OMD

◆ Du 24 au 26 mai 2005, s'est tenu à Bamako, un atelier sur le thème « Politiques publiques de réduction de la pauvreté et de poursuite des OMD : quelles options stratégiques ? Quels processus d'élaboration, de suivi et de révision ? ». Co-organisé par AFRISTAT et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES/NU), l'objectif de cet atelier était de procéder à un large échange d'expériences sur les contenus des politiques et les processus de préparation des DSRP surtout dans le contexte actuel marqué par

l'entrée des pays dans l'ère de la deuxième génération des DSRP. L'une des innovations de cet atelier qui a enregistré la participation des représentants de huit Etats (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) résidait dans la présence des représentants des organisations de la société civile aux côtés des représentants du gouvernement qui sont plus habitués à ce genre de forum.

◆ A la demande des autorités de Centrafrique, un expert en suivi des DSRP et OMD s'est rendu à Bangui du 28 mai au 5 juin 2005.

L'objectif de la mission était : (i) d'élaborer avec les services concernés un programme d'activités pour la mise en place et le renforcement du système d'information pour le suivi et évaluation du CSLP et des OMD de Centrafrique, (ii) d'étudier les possibilités de création d'une base de données et (iii) de faire le point sur l'état de mise en œuvre des recommandations de l'atelier de validation du rapport d'audit du système statistique de Centrafrique tenu en août 2003 à Bangui.

Mise en œuvre du projet de renforcement des capacités des Etats membres en matière de développement de bases de données

Les activités se poursuivent dans le cadre de ce programme. L'équipe des experts d'AFRISTAT a été renforcée depuis le mois de février par un consultant. Une nouvelle procédure informatique de publication des données des Etats membres à partir de AFRILDB, la base de données ré-

gionale d'AFRISTAT, a été développée. Cette procédure, véritable module de publication greffé à AFRILDB, est rapide et fiable. Elle permet une gestion conviviale de tous les paramètres des tableaux et graphiques des données conjoncturelles pour publication sur le site Internet d'AFRISTAT

(voir Rubrique [données statistiques](#)). Par ailleurs, les données structurelles des Etats membres sont en cours de collecte et de vérification. Les données validées par AFRISTAT sont publiées depuis la mi-juin sur son site Internet au fur et à mesure de leur disponibilité.

Les travaux de mise en place de la LDB dans les pays pilotes ont également commencé. Les équipements informatiques ont été achetés et les experts nationaux commencent à définir les besoins des utilisateurs, à établir la liste des indicateurs de la base de données, en vue de leur classification et de leur codification.

Dans ce cadre, un expert en suivi des DSRP et OMD s'est rendu à Conakry (Guinée) du 6 au 10 juin 2005. L'objectif de cette mission était de : (i) vérifier la cohérence et la pertinence des données collectées par la Direction nationale de la statistique (DNS) dans le

cadre de la mise en place de la 2gLDB, (ii) contacter les autres services pour recueillir et discuter du contenu de la 2gLDB et du mécanisme de sa mise à jour, (iii) assister la Banque centrale et le ministère des finances pour la définition de leurs besoins et le contenu de leur base de données, (iv) organiser le circuit de collecte et d'alimentation de la base de données à la DNS et (v) valider avec les principaux utilisateurs le contenu des bases de données ainsi défini.

Enfin, les travaux ont débuté pour la mise en place à AFRISTAT de la DataBank, entrepôt de données

d'enquêtes. Les opérations de collecte des données d'enquête disponibles à AFRISTAT et de la méthodologie correspondante sont en cours. Ces données doivent ensuite être chargées dans la DataBank.

Par ailleurs, AFRISTAT est appelé à jouer un rôle actif dans la mise à jour du catalogue des enquêtes en cours et à venir dans les pays, catalogue mis en place par l'International household survey network (IHSN). (Voir sites Internet : www.surveynetwork.org/surveys et www.surveynetwork.org/plannedsurveys.)

Mise en œuvre du partenariat entre l'ACBF et AFRISTAT

L'activité dominante du projet au cours de la période avril-juin 2005 a été l'organisation et la tenue du 9 au 20 mai 2005 à Douala (Cameroun) d'un séminaire/atelier de formation sur la mise en place d'un système d'information sur le marché du travail (SIMT) regroupant

les responsables techniques des différentes composantes nationales. Il poursuivait trois objectifs (i) la formation aux principaux instruments d'un SIMT ; (ii) la maîtrise technique de certains axes d'intervention ; (iii) la coordination régionale.

Un des résultats importants du séminaire est la décision d'initier immédiatement la publication d'un bulletin semestriel d'information sur le marché du travail et d'une analyse situationnelle annuelle du marché du travail.

Mise en œuvre du volet statistique du programme ECOSTAT de la CEDEAO

◆ Dans le cadre de l'exécution technique du volet « PIB plus comparables » du programme ECOSTAT, un expert en comptabilité nationale a apporté son assistance technique à l'Institut national de la statistique de Sierra Leone du 30 mai au 3 juin 2005, puis à celui du Libéria du 6 au 10 juin 2005.

◆ La troisième réunion technique régionale du projet ECOSTAT qui a rassemblé les consultants nationaux et les experts d'AFRISTAT pour faire le point sur les volets « PIB plus comparables » et « indice de prix à la consommation », s'est tenue du 18 au 20 avril 2005 à Abuja (Nigeria). Un expert en comptabilité nationale et

l'expert en enquêtes auprès des ménages ont représenté AFRISTAT à cette réunion.

AFRISTAT a également été représenté à la réunion du comité de pilotage du projet qui s'est tenue du 22 au 24 juin 2005 à Freetown (Sierra Leone).

Mise en œuvre de la composante statistique du CAPNAT

◆ La finalisation de la rénovation de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa a fait l'objet d'une mission d'assistance technique d'AFRISTAT du 28 mars au 9 avril 2005. Cette intervention constituait la dernière prestation de l'Observatoire dans ce domaine financée par le Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France à Kinshasa.

La prochaine étape, pour l'Institut national de la statistique de la République démocratique du Congo (INS) réside dans la sensibilisation des autorités au remplacement de l'indice actuel par l'indice rénové et à son lancement officiel.

◆ Du 23 mai au 11 juin 2005, une mission d'études composée de

trois statisticiens de l'INS a séjourné auprès de la Direction générale d'AFRISTAT. Cette action avait pour objet d'assister les cadres de l'INS dans la production des premiers résultats et la rédaction du rapport d'analyse de l'enquête 1-2-3 réalisée en 2004 à Kinshasa.

Mise en œuvre du volet statistique du PARAFE

Le gouvernement du Burundi se propose de mettre en place un dispositif statistique de suivi de l'emploi en milieu urbain (panel) grâce aux données d'une enquête de type 1-2-3 réalisée d'abord à Bujumbura en 2005 puis au plan national à partir de 2006. Les résultats pourront alors être intégrés dans l'élaboration du CSLP complet. Cette enquête est financée par la coopération française dans le cadre de son programme PARAFE (Projet d'appui à la réhabilitation des administrations financières et économiques). La proposition d'AFRISTAT permettra, par la réalisation des *enquêtes de*

type 1-2-3, d'améliorer de manière conséquente les statistiques sur l'emploi et le secteur informel au Burundi dès 2005. A partir de 2006, elle permettra de fournir les pondérations de l'Indice des prix à la consommation dans la capitale. De plus, la poursuite sur 2006/2007 d'une telle opération partiellement renouvelée sur Bujumbura (panel phase 1), permettra d'une part, de suivre l'évolution annuelle de l'emploi et, d'autre part, de capitaliser l'expérience au niveau de l'ISTEEBU. Il convient enfin de noter que le panel une fois mis en place à Bujumbura serait étendu à

trois localités de l'intérieur du pays, d'abord en milieu urbain puis sur les activités rurales non agricoles, ce qui s'inscrit dans le cadre plus général du suivi de la lutte contre la pauvreté.

L'enquête de 2005 portera sur un échantillon d'environ 1.500 ménages sur la ville de Bujumbura pour la phase 1 (caractéristiques socio-démographiques et emploi) et 1.000 ménages pour la phase 3 (consommation). Pour la phase 2, toutes les unités de production informelles (UPI) identifiées lors de la phase 1 (emploi) seront interrogées.

Mise en place des sites Internet dans les INS

Le suivi à distance par les experts d'AFRISTAT des sites Internet des pays se poursuit. Certains pays mettent à jour très régulièrement leur site Internet. Si l'on prend en compte le nombre de visiteurs

uniques dans le mois, indicateur généralement retenu, les cinq sites les plus visités à la date du 4 mai 2005 sont dans l'ordre : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin, le Congo et le Gabon. Ces pre-

miers résultats sur le nombre de visiteurs sont encourageants et démontrent un intérêt certain pour les activités statistiques dans nos Etats et un besoin accru de données.

Autres missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burkina Faso

Dans le cadre de la préparation du séminaire sur les comptes non définitifs et provisoires, une mission conjointe AFRISTAT- INSEE a eu lieu du 12 au 17 juin 2005 auprès de l'Institut national de la statistique et de la démographie à Ouagadougou. Cette mission avait pour objectifs : (i) l'identification des causes de retard dans la production des comptes définitifs ; (ii) la discussion avec les utilisateurs de leurs attentes en matière de comptes nationaux (détail des nomenclatures, tableaux de synthèse qui leur sont nécessaires, délais de production) ; (iii) l'identification des indicateurs pouvant être disponibles rapidement et devant permettre une élaboration plus rapide des comptes annuels et (iv) une première discussion avec les comptables nationaux du Burkina Faso des méthodes de rattrapage du retard pouvant être envisagées, de leurs avantages et de leurs inconvénients.

Gabon

La DGSEE a reçu une mission d'AFRISTAT dans le cadre de la rénovation des comptes nationaux avec le système ERETES. Elle s'est déroulée du 3 au 7 et du 14 au 18 mai 2005. Cette mission a permis de lancer les travaux sur la 1^{ère}

année courante de comptes et a été financée sur fonds gabonais.

Mali

Après la phase de terrain de l'enquête test sur le suivi des paramètres du troupeau dans le cercle de Ségou, réalisée en février 2005 et suivie de la saisie et de l'apurement des données, l'expert en statistiques agricoles d'AFRISTAT a appuyé au cours du mois de juin le ministère de l'agriculture du Mali pour la tabulation, la rédaction et la sortie des premiers résultats. Cet appui a été accompagné d'une formation pratique à l'utilisation du logiciel SPSS des cadres participant à l'exploitation de l'enquête.

Mauritanie

◆ Dans le cadre de la rénovation des comptes nationaux avec le système ERETES, un expert en comptabilité nationale s'est rendu à Nouakchott auprès de l'Office national de la statistique (ONS), du 3 au 15 avril puis du 19 au 29 juin 2005. Avant cette mission, deux comptables nationaux mauritaniens ainsi que l'assistante technique en poste à l'ONS sont venus à Bamako du 11 au 19 juin pour poursuivre les travaux. Cette série de missions a permis de réaliser la synthèse des comptes de la 2^{ème} année courante (2000) de comptes avec ERETES et de

tes avec ERETES et de lancer les travaux sur la 3^{ème} année courante. Ces missions ont été financées par le SCAC de Nouakchott.

◆ L'expert en statistiques du secteur productif a réalisé une mission d'assistance technique auprès de l'ONS du 6 au 18 juin 2005. L'analyse de l'application informatique devant servir de répertoire national d'entreprises, la préparation de l'enquête de repérage pour la mise à jour du répertoire et la constitution de la base de sondage pour le suivi de l'IPI ont constitué les thèmes de travail de cette mission.

Niger

Dans le cadre des travaux de rénovation des comptes nationaux du Niger, un expert en comptabilité nationale s'est rendu à Niamey, auprès de la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale, du 20 Mai au 3 juin 2005. Cette mission est la troisième concernant la première année courante des comptes de 2001. Elle avait pour objectif l'analyse de la base des données en phase centralisée.

Les activités de la mission durant les deux semaines ont tourné autour de deux points essentiels : (i) le contrôle systématique de tous les équilibres ressources et emplois (ERE) par produits (250) et

de tous les comptes de branche (110) et (ii) l'analyse des principales opérations, des indices de prix et de volume et la détermination des consommations intermédiaires en volume par branche.

Sao Tomé et Principe

Dans le cadre des préparatifs de l'enquête sur les dépenses des ménages de Sao Tomé et Principe, l'expert en enquêtes auprès des ménages, s'est rendu à Sao Tomé, du 3 au 17 avril 2005. La mission a assisté l'Institut National de la Statistique (INE) dans les derniers

préparatifs avant le lancement de la collecte des données. Les travaux ont porté notamment sur la révision des documents techniques, le tirage de l'échantillon, la formation des superviseurs et le dispositif à mettre en place pour la réussite de l'enquête.

Tchad

Dans la perspective de démarrer prochainement le programme de rénovation des comptes nationaux

avec le système ERETES, l'Institut national de la statistique, des étu-

des économiques et démographiques (INSEED) a reçu une mission d'AFRISTAT du 25 mai au 3 juin 2005. Cette mission, financée sur le fonds AFRISTAT, a permis de mettre en place les nomenclatures de paramétrage de la base ERETES et a fait le point sur les sources. Le choix de l'année de base n'a pas encore été fait. L'INSEED doit, pour se lancer dans ce programme de rénovation, renforcer l'équipe des comptables nationaux et obtenir l'assurance sur le financement des missions d'assistance techniques attendues.

Activités internationales

◆ MM. Hubert Gbossa et Gabriel Doffou N'guéssan, expert en comptabilité nationale se sont rendus à Paris à la Direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), du 11 au 15 avril 2005 en vue de préparer un séminaire sur les comptes non définitifs qui sera organisé à Bamako en septembre 2005.

◆ M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint, a participé à Dakar (Sénégal), du 18 au 21 avril 2005, au séminaire d'information consacré à la Stratégie nationale pour le développement de la statistique (SNDS) organisé par le Secrétariat de PARIS21, en collaboration avec la Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal. Ce séminaire visait un triple objectif : (i) présenter l'approche PARIS21 sur la SNDS, (ii) favoriser une approche commune de la conception de la SNDS et (iii) mieux préparer les consultants à leur rôle d'appui aux processus d'élaboration de la SNDS.

◆ M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT, a participé à la 3^{ème} réunion du comité d'orientation d'AFRITAC-Ouest qui s'est tenue le 21 avril 2005 à Bamako.

◆ M. Martin Balépa a participé, le 24 avril 2005, à la deuxième réunion de l'ABSA (Advisory Board on Statistics in Africa), conseil consultatif en matière statistique auprès de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) puis du 26 au 28 avril à la 4^{ème} réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI IV), réunions organisées à Addis-Abeba (Ethiopie).

◆ M. Christian Girier, expert macroéconomiste d'AFRISTAT a représenté la Direction générale aux réunions du groupe de travail puis du comité de suivi de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) UEMOA qui se sont tenues du 23 au 27 mai 2005 à Ouagadougou. L'adoption de la nouvelle nomenclature internationale de produits selon 12 fonctions, l'évaluation de la qualité de l'IHPC produit par les INS, l'élargissement de sa couverture géographique et le thème du changement de base de l'indice ont notamment été abordés au cours des débats.

◆ M. Pierre Beziz, expert statisticien informaticien, a séjourné à Abuja (Nigeria) du 6 au 10 juin dans le cadre d'un programme d'appui du Secrétariat exécutif de la CEDEAO pour le renforcement des capacités des Etats membres en matière de diffusion des données. Les travaux ont consisté à apporter une assistance technique au Federal Office of Statistics (FOS) du Nigeria, pays pilote, pour le développement de son site Internet. Les travaux se sont déroulés de façon satisfaisante. Les cadres nationaux ont été chargés de la collecte des données. La mise en ligne du site est prévue fin octobre 2005, à l'issue d'un séminaire de formation et de validation du site Internet qui doit se tenir à Abuja.

◆ M. Birimpo Lompo a pris part à la réunion du Comité directeur ERETES qui s'est tenue le 23 mai 2005 à Paris.

◆ Du 24 au 25 mai 2005, M. Birimpo Lompo a pris part à la réunion du Comité directeur de

METAGORA Forum à Paris. METAGORA est un projet pilote qui cherche à construire un lien entre la statistique et l'observation et le suivi de la démocratie, des droits de l'homme et de la gouvernance.

◆ M. Pierre Beziz a participé à Turin (Italie) du 15 au 20 mai au séminaire de formation des formateurs à DevInfo, outil de stockage et de diffusion des données, qui permet notamment le suivi des OMD.

◆ M. Martin Balépa a effectué une visite de travail auprès des autorités comoriennes du 30 mai au 2 juin 2005 dans le cadre de la relance des activités de l'Union des Comores au sein d'AFRISTAT. Sur le chemin du retour, il a pris part aux travaux du Comité de pilotage de Paris21 qui s'est réuni les 9 et 10 juin 2005 à Paris.

◆ M. Siriki Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, a représenté la Direction générale d'AFRISTAT au 2^{ème} forum sur la pauvreté en Afrique de l'Ouest qui s'est tenu du 18 au 19 juin 2005 à Ouagadougou. Il avait pour objectifs de présenter les grandes orientations liées à la définition d'une stratégie régionale de lutte contre la pauvreté, d'apprécier leur cohérence globale par rapport aux axes stratégiques retenus dans les pays mais aussi d'échanger sur les conditions de la mise en oeuvre de la stratégie régionale de réduction de la pauvreté.

◆ M. Martin Balépa, accompagné de M. Gabriel Doffou N'guéssan, a pris part à la 15^{ème} réunion du Comité technique de suivi des programmes de l'UEMOA financés par l'Union européenne. La ré-

Bénin

www.insae.bj

◆ Un recensement des primo-demandeurs et chômeurs a débuté le 20 juin. Ses objectifs sont de (i) connaître l'effectif total des primo-demandeurs et des chômeurs de l'ensemble du pays et leur répartition géographique selon le nouveau découpage administratif, (ii) disposer des caractéristiques par catégorie, (iii) constituer une base des données complète, nominative et plus récente et (iv) contribuer à dynamiser chaque année le fichier national par le suivi régulier de la situation afin de disposer des indicateurs pertinents. Les résultats seront disponibles fin juillet 2005.

Cameroun

www.statistics-cameroon.org

◆ Le démarrage des activités de l'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (enquête de type 1-2) est intervenu le 1^{er} mars 2005. La collecte des données devra s'achever en août 2005 et les premiers résultats seront disponibles au cours du premier trimestre 2006. Ces résultats devront permettre au gouvernement d'affiner sa stratégie en matière de promotion de l'emploi et un meilleur ciblage des interventions dans le secteur informel d'une part, et d'améliorer la qualité des travaux de comptabilité nationale d'autre part. La réalisation de cette opération se fait avec l'appui technique de DIAL et d'AFRISTAT. Les bailleurs de fonds sont l'IDA, la France et l'ACBF à travers le Fonds National de l'Emploi et l'Etat du Cameroun.

◆ Après les ateliers de rédaction et de pré-validation du rapport principal des résultats de l'Enquête démographique et de santé au Cameroun (EDSC III), deux cadres de la sous-direction des statistiques démographiques et sociales ont effectué une mission de trois semaines au siège de Orc Macro International Inc., (Maryland, Washington) en vue de la finalisation du rapport principal et de la production d'une brochure sur le VIH et d'un rapport des indicateurs clés.

◆ Les activités de mise en œuvre du Programme de Comparaison International (PCI) ont effective-

ment démarré. Les ateliers de formation des superviseurs et des agents enquêteurs se sont déroulés du 11 au 21 mai 2005. Les opérations de collecte ont débuté le 26 mai 2005 à Yaoundé et Douala. A ce jour, les relevés des prix pour le PCI sont effectifs dans toutes les localités échantillon.

Congo

www.cnsee.org

◆ Au cours du deuxième trimestre 2005, les activités de préparation de l'enquête congolaise auprès des ménages (ECOM) se sont poursuivies avec l'organisation des sessions de formation sur les différents volets de l'enquête pour les superviseurs, les contrôleurs et les enquêteurs. La collecte a débuté le 6 juin 2005.

◆ Dans le cadre du projet de renforcement institutionnel et technique du système statistique national, la Direction générale de l'économie et le Centre national de la statistique et des études économiques ont, en avril 2005, entamé conjointement les travaux devant conduire à l'adoption du SCN93 pour l'élaboration des comptes nationaux congolais.

Côte d'Ivoire

www.ins.ci

◆ Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique), une mission du bureau de la coordination régionale a séjourné en Côte d'Ivoire du 30 mai au 6 juin 2005. L'objet de cette mission était de (i) évaluer les préparatifs de la mise en œuvre de l'enquête et proposer des solutions aux blocages éventuels concernant la conduite de l'enquête, (ii) revoir la stratification et la couverture de l'enquête, (iii) élaborer un programme de formation des superviseurs, des enquêteurs et des agents de saisie et (iv) discuter et mettre le budget dans un format qui facilite sa lisibilité et son exécution.

L'Institut national de la statistique (INS) a organisé deux séminaires : le premier, destiné aux superviseurs et contrôleurs, s'est déroulé du 23 au 27 mai 2005 ; le second, concernant les agents enquêteurs d'Abidjan, a eu lieu du 6 au 10 juin 2005.

Dans les régions, la formation des agents enquêteurs s'est déroulée du 31 mai au 5 juin 2005. La pré-enquête sur l'ensemble des zones retenues a démarré le 15 juin 2005. Les résultats devront être utilisés pour finaliser les appariements points de vente-enquêteurs et points de vente-produits.

◆ Du 24 au 29 avril 2005, une mission de la CEDEAO composée de MM. John Osadebe et Samba Kanouté a séjourné en Côte d'Ivoire. L'objet de cette mission était de former le personnel du service du commerce extérieur à l'utilisation du logiciel EUROTRACE (sous windows). En plus de la formation, l'INS a pu acquérir le logiciel et un micro-ordinateur.

◆ Du 16 au 19 avril 2005, l'INS a organisé un atelier pour la validation du rapport final de l'enquête pilote et pour la finalisation des documents techniques et des procédures de collecte de l'enquête sur les indicateurs du SIDA (EIS-CI). Les préoccupations des organismes partenaires ont été prises en compte par la direction technique du projet EIS-CI.

◆ Par décision N° 2005-02/PR du 5 mai 2005, l'Institut National de la Statistique (INS) a été désigné aux fins de produire la liste électorale et les documents électoraux pour les élections générales de 2005. Depuis le 6 mai 2005, les structures chargées de la réalisation de ce projet ont été mises en place par le Directeur Général de l'INS. Cette opération de grande envergure se déroulera sur toute l'étendue du territoire national. L'innovation cette année est la délivrance d'une carte d'électeur avec photo et empreinte digitale. La méthodologie adoptée pour la collecte des informations est le Recensement Assisté par Ordinateur (RAO).

Gabon

www.stat.gabon.ga

◆ La Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) a lancé, le 26 avril dernier, la collecte des données pour l'Enquête gabonaise pour l'évaluation de la pauvreté (EGEP) 2005. Cette phase doit s'achever le 30 juin 2005 tandis que les résultats de l'Enquête pourraient

être publiés en août 2005. L'EGEP 2005, qui couvre un échantillon de 7.984 ménages répartis sur le territoire national, comporte trois volets : le QUIBB (Questionnaire des indicateurs de base du bien-être), le QRD (Questionnaire revenu dépense) et le QEP (Questionnaire de l'enquête prix). Elle est financée par l'Etat gabonais et la Banque mondiale qui apporte, en plus, un appui technique.

◆ La DGSEE a commencé les travaux préliminaires de l'Enquête démographique et de santé au Gabon II avec un volet VIH/SIDA. La réalisation de cette enquête est prévue pour 2007. Le document de projet est en cours de rédaction et la recherche des financements a commencé.

Mauritanie www.ons.mr

◆ Un atelier de lancement de la feuille de route de la Stratégie nationale pour le développement de la statistique a été organisé le 1^{er} juin 2005. Cette feuille de route a fait l'objet d'une journée de présentation à laquelle ont pris part les représentants de

l'ensemble du système statistique national, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement. Ont été aussi associés par visioconférence à partir de Paris le Président du CAD/OCDE, le Secrétaire de PARIS21 et M^{me} Ghislaine Delaine de la Banque mondiale.

◆ Les activités du Programme de comparaison internationale ont débuté au cours du mois de juin par les missions d'identification des points de ventes au niveau de tous les centres de collecte (rural et urbain). La collecte des prix est prévue pour débuter le 1^{er} juillet 2005.

◆ En tant que membre du Secrétariat de Coordination du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), l'Office national de la statistique (ONS) a participé à la mise en place et à l'animation du dispositif de formulation, de mise en œuvre, de suivi et évaluation du second plan d'action du CSLP 2006-2010. A signaler dans ce cadre la mise en place d'un Comité technique sectoriel chargé de l'information statistique dont le résultat des travaux alimenteront le CSLP et la SNDS

◆ Un nouvel organigramme pour l'ONS a été adopté le 15 juin 2005. Il érige les Départements en Directions et crée deux nouvelles Directions à savoir la Direction des conditions de vie des ménages et la Direction des statistiques régionales.

Sénégal www.ansd.org

◆ Les deux décrets, l'un portant création de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal (ANSD) et l'autre fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ont été signés par le Président de la République le 25 mai 2005.

◆ Un atelier sur le cadrage macro économique s'est tenu du 22 au 29 juin 2005. Réunissant entre autres, les agents de la DPS et de la BCEAO, il a débouché sur l'élaboration d'une note méthodologique portant sur le secteur réel, le TOFE, la balance des paiements et les comptes monétaires.

Réunions, ateliers et séminaires

Libourne, du 27 juin au 8 juillet 2005
Séminaire sur le suivi de la pauvreté

Bamako, du 5 au 9 septembre 2005
Séminaire sur l'utilisation de DEVINFO

Paris, du 19 au 20 septembre 2005
Réunion des experts et des Ministres de la zone franc

Bamako, du 26 au 30 septembre 2005
Séminaire sur l'élaboration des comptes non définitifs

Bamako, du 3 au 5 octobre 2005
10^{ème} réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT

Bamako, du 25 au 27 octobre 2005
12^{ème} réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous vous annonçons les décès survenus, au cours de ce trimestre, de trois de nos collègues :

- **M. Halilou Souley**, coordonnateur de la Cellule ERETES à la Direction de la statistique et des comptes nationaux du Niger ;

- **M. Mamadou Fallou Ndiaye**, démographe, à la Division des études démographiques et sociales de la Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal ;
- **M^{me} Marie-Claire Miaghe**, chef de service des prix et des enquêtes à la Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon

Le personnel de la Direction générale d'AFRISTAT exprime sa tristesse pour ces disparitions et présente ses sincères condoléances aux familles si durement éprouvées.

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de *la Lettre d'AFRISTAT* en envoyant un email à afristat@afristat.org avec comme objet : *Abonnement*

Directeur de publication : Martin BALEPA
Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO
Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Patrick HERNANDEZ

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739